

## CONSEIL DU GOUVERNEMENT

# La recherche scientifique et la violence dans les stades au menu

**Le nouveau chef du gouvernement, Ahmed Ouyahia, est entré hier mardi dans le vif du sujet en présidant un Conseil du gouvernement consacré à l'examen et l'adoption de cinq décrets exécutifs, quatre intéressant le monde universitaire et la recherche scientifique et un relatif à la prévention de la violence dans les enceintes universitaires. Le ministre de la Communication garde sa fonction de porte-parole.**

**Sofiane Aït Ifflis - Alger (Le Soir) -** Ouyahia, qui, samedi dernier, n'a pas jugé opportun de libérer le ministre de la Communication pour le rituel compte-rendu de la session devant la presse, maintient finalement Abderrachid Boukrezaza dans sa fonction de porte-parole mais non officiel du gouverne-

ment. Le ministre de la Communication a repris donc hier sa traditionnelle rencontre avec la presse au Centre international de presse (CIP). Au menu du Conseil du gouvernement ce mardi, cinq décrets exécutifs, dont quatre se rapportant à l'enseignement supérieur et à la recherche scientifique et un relatif à la prévention

contre la violence dans les enceintes sportives. Essentiellement, il a été question de la composition et du fonctionnement du Conseil national de la recherche scientifique. Un conseil qui sera présidé par le chef du gouvernement et dans lequel siégeront les ministres concernées par la recherche scientifique, des compétences universitaires, des personnalités scientifiques, des représentants d'associations et les représentants des entreprises impliquées dans la recherche. Le chef du gouvernement a donné instruction pour que ce conseil soit mis sur pied dans les meilleurs

délais. Il a délivré la même instruction s'agissant de la création, organisation et fonctionnement des commissions intersectorielles de promotion, de programmation et d'évaluation de la recherche scientifique et technique. Ces commissions, qu'institue donc un décret exécutif, auront pour mission principale de coordonner les différents programmes nationaux de recherche. Le ministre de la Communication a décliné quelques résultats de la loi-programme relative à la recherche scientifique lancée en 1998. Depuis la promulgation de cette loi-programme, les universités algé-

riennes ont produit 24 000 magisters, 4 100 doctorats, plus de 5 000 publications dans les revues scientifiques reconnues et une participation à 8 000 projets communs de recherche. Par ailleurs, 640 laboratoires de recherche ont été modernisés. Le nombre de chercheurs est évalué à 16 000, dont 3 000 permanents. S'agissant de la prévention de la violence dans les enceintes sportives, le Conseil du gouvernement a adopté un décret exécutif portant attribution, composition et fonctionnement du comité national de coordination

intersectoriel pour la prévention de la violence dans les enceintes sportives. Organe consultatif, ce comité est placé sous l'autorité du ministère de la Jeunesse et des Sports. Il aura entre autres missions d'élaborer des stratégies de prévention et de proposer des mesures à même d'endiguer le phénomène de la violence dans les enceintes sportives. Les fédérations et les ligues sportives, les comités de supporters siégeront dans ce comité qui, par ailleurs, aura des démembrements locaux.

S. A. I.

## 145 MILLIONS DE DINARS CONTRACTÉS EN QUATRE ANNÉES

# Plaidoyer pour l'effacement des dettes des cours de justice

**La réforme du secteur de la justice ne concerne pas les seuls magistrats. Elle cible également la gestion quotidienne des différentes juridictions. Pour cela, au niveau du département de la justice, on appelle à mettre «plus de moyens financiers à la disposition des gestionnaires des cours, en l'occurrence les secrétaires généraux».**

**Abder Bettache - (Alger Le Soir) -** Hier, en marge des deux journées d'étude organisées au profit des 36 secrétaires des cours à la Résidence des magistrats, le directeur général des finances au ministère des Finances a révélé que les 36 cours de justice ont contracté, pour les quatre dernières années, 145 millions de dinars de dettes. C'est dans ce cadre, a-t-il ajouté, que le «ministère de la Justice est en négociations depuis quelques mois avec son vis-à-vis des finances pour l'effacement de toutes les dettes contractées par les cours de justice durant les années 2004, 2005, 2006 et 2007».

Selon M. Nacerredine Tighezza, ces dettes «font suite à

des demandes de subvention requises par les cours auprès du ministère des Finances après la consommation du budget de gestion annuel insuffisant, selon lui, notamment lorsqu'il s'agit de dépenses imprévues».

Il a ajouté que «le ministère de la Justice négocie chaque année un effacement de dettes et opte à chaque fois pour l'effacement d'une partie de celles-ci, affirmant que le budget de gestion accordé au secteur «ne couvre que 70% de ses besoins». Il fera savoir aussi que la majorité des dettes contractées par ces 36 cours de justice durant ces dernières années concernent les frais de consommation d'énergie électrique et l'utilisation du réseau informatique précisant que «la justice est le secteur le moins endetté».

Et d'indiquer, également, que le budget de gestion du secteur de la justice est réparti sur deux volets. Le premier est lié aux salaires et aux rémunérations des magistrats et des corps combinés et qui sont à la charge de l'administration centrale (ministère de la Justice), le second concerne le budget de gestion de services divers (maintenance et acquisition de mobilier) et se fixe après négociations entre les cours de justice et le ministère.

Ainsi, «80% du budget annuel sont consacrés aux salaires, et le budget du secteur pour l'année en cours est de 16 milliards de dinars». «La maintenance des nouveaux édifices représente à elle seule 10% du coût global

annuel des constructions», a ajouté M. Tighezza qui a précisé aussi que le ministère de la Justice œuvre chaque année à l'obtention d'un budget qui corresponde aux nouvelles réalités du secteur. «L'intensification de l'action judiciaire induite par la réforme et la modernisation du secteur a impliqué des dépenses croissantes», a-t-il expliqué, citant à titre d'exemple les dépenses d'acquisition d'équipements informatiques qui constituent une grande partie de ces dettes.

Les besoins du secteur ont sextuplé par rapport aux années 1980, aussi le ministre requiert-t-il un budget réel pour 2009 dépassant de 5% au moins celui alloué au secteur en 2008.

C'est dans ce cadre que les deux journées d'étude ont été organisées au profit des secrétaires généraux des cours dans le but de disposer d'une formation théorique dictée par les problèmes de gestion découlant des actions de modernisation des cours de justice. Les thèmes de ces deux journées de formations s'articulent autour d'aspects technique, administratif et financiers et se proposent de dégager «une gestion rationnelle des fonds des cours de justice qui jouent un rôle prépondérant dans la vie quotidienne des citoyens». Il est à rappeler que dans son programme de réforme, le département de Tayeb Belaïz a fait de la modernisation des juridictions (tribunaux et cours) une des principales actions de ses missions.

A. B.

## ENTRETIEN DE DROUDKEL

### AU NEW YORK TIMES

# No comment !

Le ministre de la Communication s'est refusé à commenter la sortie médiatique du chef d'Al-Qaïda Maghreb, Droudkel, dont le journal américain *New York Times* a publié un entretien.

«Je n'ai pas de commentaire», s'est suffi de dire le ministre. Par ailleurs, il a affirmé qu'il n'y a pas de plan spécial de lutte contre les kidnappings qui ciblent particulièrement la région de Kabylie.

«Pour nous, ce sont des terroristes et nous les combattons dans le cadre de la lutte contre le terrorisme.»

S. A. I.

## APN

# Renouvellement des structures du FLN

Le groupe du Front de libération nationale à l'APN a procédé hier au renouvellement de ses structures au sein du Parlement. Trente-six députés se sont portés candidats pour trois postes de vice-président du bureau de l'APN et pour la présidence de quatre commissions permanentes.

Les élections, qui se sont déroulées sur la base d'un découpage régional, ont abouti aux résultats suivants : Reguig Benthabet et Tiffour Ben Moussa (ouest), Mohamed-Seghir Kara et Abdelkader Mechebek (centre), Messaoud Chihoub et Tayeb Nouari (est) ainsi que Mohamed Dif (sud). Grands perdants de ces élections, Abdelhamid Si Affif, Mostefa Abid, Mohamed Alioui et Amar Ouzzani n'ont pas été reconduits.

T. H.

## Erratum

Une malencontreuse erreur a déformé le nom de l'avocat interviewé hier dans les colonnes du *Soir d'Algérie*. Il fallait lire M<sup>e</sup> Benissad Noureddine et non Benisaâd. Nous nous excusons auprès de l'intéressé.

## AVIS DE DÉCÈS

La famille Ouabri a l'immense douleur de faire part du décès de Rabah Slimane (retraité de l'Enajuc) survenu hier à l'âge de 57 ans.

L'enterrement aura lieu aujourd'hui à 12h au cimetière de Bouchaoui-Centre.

A Dieu nous appartenons et à Lui nous retournons.